

L'an deux mil neuf, le cinq octobre, à vingt heures trente, le Conseil Municipal s'est réuni en session ordinaire à la Mairie sous la présidence de Madame Sophie METADIER, Maire.

Etaient présents :

Mmes et MM. Sophie MÉTADIER, Michelle COURNARIE, Philippe MÉREAU, Yves BANDEVILLE, Georgette BARRAULT, Raymonde VÉQUAUD, Michelle GRATADE, Joël ANTIER, Fabrice DAVOIGNEAU, Jean-Claude DUPAS, Jérôme TARNIER, Monique GUÉRY.

Absents excusés :

Mme et M. Michèle VILLATTE (pouvoir à R. VÉQUAUD), Frédéric DUPUIS (pouvoir à M.COURNARIE)

Absents :

Mmes et MM. Estelle PATOZ, Pascal BEAUSSIER, Dominique MACÉ, Marie-Claire BOUIN, Olivier PIQUEUX.

Madame Monique GUÉRY est élue secrétaire.

Le compte-rendu du dernier conseil municipal est approuvé à l'unanimité.

PRESENTATION DES "PLUS BEAUX VILLAGES DE FRANCE" PAR M. JEAN MOREAU, MAIRE DE MONTRESOR.

L'association "les Plus Beaux Villages de France" (PBVF) a été créée en mars 1982 par Charles Ceyrac, avec pour but de préserver et valoriser la qualité du patrimoine des villages pour accroître leur notoriété tout en maîtrisant leur fréquentation et favoriser ainsi le développement économique. Montrésor fait partie des 18 villages fondateurs. En 2008, l'association PBVF comptait 142 membres.

Montrésor est fréquenté par 40 000 à 50 000 visiteurs, et beaucoup découvrent le village à pied, ce qui est très bénéfique pour le commerce, le tourisme, l'art et le culturel. Il faut noter également que les investissements réalisés dans le village profitent aux touristes et aux habitants (lieux de promenade par exemple). M. Moreau cite également une plus-value sur le foncier dans sa commune. La fréquentation des camping-cars est importante et leur accueil peut être prévu.

L'association est composée d'un Conseil d'administration et d'un bureau, ainsi que trois commissions techniques présidées par un membre du Bureau. La Commission Qualité se prononce sur le classement et le contrôle ultérieur, la Commission Notoriété contrôle l'utilisation de la marque déposée, gère la communication interne et la promotion du réseau et la Commission Développement mobilise l'offre touristique et anime les acteurs locaux pour favoriser le développement économique. Les commissions se réunissent deux fois par an, l'AG est annuelle. Chaque membre bénéficie d'un siège et d'une voix. Le siège social historique des PBVF est à Collonges-la-Rouge, les bureaux sont à Clermont-Ferrand.

M. Moreau fait partie du Conseil d'Administration et de la commission Qualité. La charte des PBVF a été élaborée par les élus et les critères sont stricts "les PBVF, il faut y rentrer, il faut y rester". Environ quinze demandes sont effectuées chaque année, pour une ou deux labellisations.

Critères pour le dépôt de candidature par une commune :

- population agglomérée maximale de 2000 habitants,
- au moins 2 sites ou monuments protégés (classés ou inscrits)
- délibération du Conseil municipal prouvant l'adhésion collective au projet.

La sélection des villages se déroule en 4 étapes : expertise du dossier, expertise sur le site, commission qualité et charte de qualité. Ultérieurement, la commission qualité se réunit et décide de la suite (classement sans réserve, avec réserves, non classement temporaire ou non classement définitif). Les causes de refus de classement peuvent être par exemple des erreurs d'urbanisme, des déviations mal gérées, des "mochetés" dans le paysage. Le fleurissement - fugace - n'entre pas beaucoup en ligne de compte.

La cotisation annuelle est de 2.42 € par habitant. Il n'y a pas de retombées directes du type subventions spécifiques (sauf dans une ou deux Régions), toutefois, certaines subventions (DRAC, DGE, ...) sont plus faciles à obtenir, du fait de la reconnaissance nationale du label.

Le financement des actions de l'association est constitué des participations des villages, de subventions publiques, de participations des entreprises partenaires et des revenus des ventes de produits.

En conclusion, M. Moreau pense qu'il n'y a que des avantages à être labellisé PBVF. La complémentarité avec les labels de Loches sera un plus (Plus Beaux Détours de France, Ville d'Art et d'Histoire). Huit villages ont le label en région Centre, dont trois dans le département (Candes-Saint-Martin, Crissay-sur-Manse et Montrésor). Beaulieu serait un apport précieux pour le réseau.

REFECTION DES TOITURES DE L'ECOLE MATERNELLE ET D'UN PETIT BATIMENT COMMUNAL

M. MEREAU explique au Conseil Municipal qu'il est nécessaire de réparer les toitures de l'école maternelle et du petit bâtiment ancien situé en face du lavoir de la mairie.

M. Frédéric Duhourcq a établi des devis :

- 2 357,99 € TTC pour le petit bâtiment ancien
- 3 857,20 € TTC pour l'école maternelle.

La commission voirie-bâtiment, réunie le 23 septembre 2009, a donné un avis favorable à ces travaux.

M. MEREAU explique au Conseil Municipal que la couverture de l'école maternelle a été refaite pour moitié depuis sa construction en 1968. M. Duhourcq propose de mettre une gouttière arrondie dans l'ancienne gouttière pour minimiser les frais.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal à l'unanimité

- décide de faire exécuter les travaux par M. Frédéric Duhourcq,
- décide de créditer les programmes concernés, 131 (école maternelle) et 147 (garage Place Maréchal Leclerc) des sommes nécessaires par un virement de crédits,
- autorise Mme le Maire à accepter, signer et retourner les devis.

REPLACEMENT DU TINTEMENT D'UNE CLOCHE

M. MEREAU explique au Conseil Municipal que l'entreprise BODET suite à son intervention du 25 août dernier, a constaté que le tintement de la cloche 3 faisait disjoncter l'installation. Il serait donc nécessaire de remplacer le tintement de la cloche 3 du clocher de l'abbaye ainsi que d'installer un réglage automatique de l'horloge sur France Inter. L'entreprise BODET a envoyé un devis d'un montant de 2 102,57 € TTC

La commission voirie-bâtiment, réunie le 23 septembre 2009, a donné un avis favorable à ces travaux.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal à l'unanimité

- décide de faire exécuter les travaux par l'entreprise BODET,
- décide de créditer le programme 127 (Eglise) du montant nécessaire,
- autorise Mme le Maire à accepter, signer et retourner les devis.

TRAVAUX SUPPLEMENTAIRES – BUREAUX DE LA MAIRIE

Mme le Maire explique au Conseil Municipal qu'il y aura des travaux supplémentaires pour les bureaux de la mairie :

Le devis de l'entreprise BULOT concerne:

- La disposition du carrelage sur certaines parties en diagonales,
- Décaissement et pose de carrelage dans la partie desservant les toilettes et dans la pièce qui servira d'office.

Soit une dépense supplémentaire de 4 000 € TTC.

Le devis de l'entreprise POUSSET concerne :

- Le meuble sous évier étant en très mauvais état, il faut le remplacer.

Soit une dépense supplémentaire de 112 € TTC.

Le devis de l'entreprise DUHOURCQ concerne :

- Déplacement de la gouttière passant dans le bâtiment.

Soit une dépense supplémentaire de 506 € TTC.

Le devis de l'entreprise GOBARD concerne :

- Dépose de la cheminée de la pièce donnant vers la place de la mairie.

Soit une dépense supplémentaire de 1 073 € TTC.

Le devis de l'entreprise RONCE concerne :

- Aménagement de sécurité sur les portes extérieures.

Soit une dépense supplémentaire de 190 € TTC.

Les dépenses supplémentaires sont d'un montant total de 5 881€ TTC.

Il sera nécessaire de procéder à un virement de crédit pour honorer les suppléments de travaux.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal à l'unanimité

- décide de faire exécuter les travaux supplémentaires suivants :
 - Entreprise BULOT soit : 4 000 €
 - Entreprise POUSSET soit : 112 €
 - Entreprise DUHOURCQ soit : 506 €
 - Entreprise GOBARD soit : 1 073 €
 - Entreprise RONCE soit : 190 €
- décide de créditer les programmes concernés, 125 (Mairie) de la somme nécessaire par un virement de crédits,
- autorise Mme le Maire à accepter, signer et retourner les devis.

CHANGEMENT DE LOGICIEL TECHNIQUE DE LA MAIRIE

Mme le Maire demande le rajout de cette délibération.

M. Bandeville explique au Conseil Municipal que les logiciels techniques pour la comptabilité, la paie et les élections ont été vendus depuis plus de dix ans par l'entreprise Magnus qui en assure la maintenance. Les logiciels évoluent régulièrement et afin de pouvoir bénéficier de cette nouvelle évolution. L'entreprise Magnus nous propose un devis de 4 030,34€ TTC.

Il explique également que l'entreprise SEGILOG, plus spécialisée pour les communes de plus petites tailles à été contactée. Cette société nous propose un logiciel composé de 40 applications parmi lesquelles nous pourrions utiliser le nombre nécessaire à notre gestion.

Les droits d'entrée sont de 3 468,40 € TTC à inscrire en investissement et le forfait annuel d'utilisation de 4 449,12 € TTC, se répartissant à 90% du montant en investissement et 10% en fonctionnement.

Ces prix tiennent compte de la reprise des données dans le logiciel Magnus. D'autres parts, de nombreuses mairies utilisant ce produit ont été contactées et toutes sont très satisfaites.

M. Bandeville demande au Conseil Municipal,

- d'acquiescer ce logiciel dès ce mois-ci afin de pouvoir préparer le budget,
- de prévoir la dépense au programme 125 (mairie),

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal à l'unanimité

- décide d'acquiescer le logiciel dès ce mois-ci,
- décide de prévoir la dépense au programme 125 (mairie),
- autorise Mme le Maire à signer les documents nécessaires à l'aboutissement de ce projet.

ACHAT D'UN ORDINATEUR

Mme le Maire demande le rajout de cette délibération.

Mme le Maire explique au Conseil Municipal que l'ordinateur portable de la mairie acheté en 2004 est hors service.

Mme le Maire propose de racheter un matériel similaire en ne dépassant pas 1500 € avec les logiciels et les installations.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité

- décide d'acquérir un ordinateur portable pour un prix maximum de 1500 € TTC avec les logiciels et les installations,
- décide de créditer par virement de crédit le compte 125 (mairie) du montant nécessaire,
- décide d'autoriser Mme le Maire à signer les documents nécessaires à l'acquisition de ce matériel.

VIREMENTS DE CREDITS

Afin d'honorer les factures des travaux de réfection de toiture de l'école maternelle et de l'ancien local pompiers, le remplacement du tintement de la cloche n° 3 du clocher de l'Abbaye, les travaux supplémentaires des bureaux de la mairie, le changement de logiciel technique à la mairie et le remplacement de l'ordinateur portable de la mairie, Mme le Maire propose d'effectuer les virements de crédits suivants :

Programme	Article	Libellé	Investissement Dépenses
020		Dépenses imprévues	- 20 800 €
131	21312	Ecole Maternelle	+ 3 900 €
147	21318	Garage Pl. Maréchal LECLERC	+ 2 700 €
127	21318	Eglise	+ 2 200 €
125	21311	Mairie	+ 6 000 €
	2183	Mairie	+ 6 000 €

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité

- décide d'effectuer les virements de crédits ci-dessus définis.

MODIFICATION DE LA REGIE DE LA CANTINE

Mme le Maire rappelle au Conseil Municipal qu'il a été décidé le 22 juin 2009 d'autoriser le paiement du forfait de cantine par prélèvement automatique pour les personnes qui le souhaitent.

Afin de pouvoir payer les frais d'impayés dû au rejet éventuel de prélèvements automatiques, il est nécessaire de créer un compte de dépôt de fonds et d'augmenter le fond de caisse de la régie de 100 € pour alimenter le compte de dépôt de fonds.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal à l'unanimité

- décide d'ouvrir un compte de dépôt de fonds auprès de la trésorerie de Loches,
- décide d'augmenter de 100 € le fond de caisse de la régie de la cantine pour alimenter le compte de dépôt de fonds,
- Autorise Mme le Maire à signer les documents nécessaires à ces opérations.

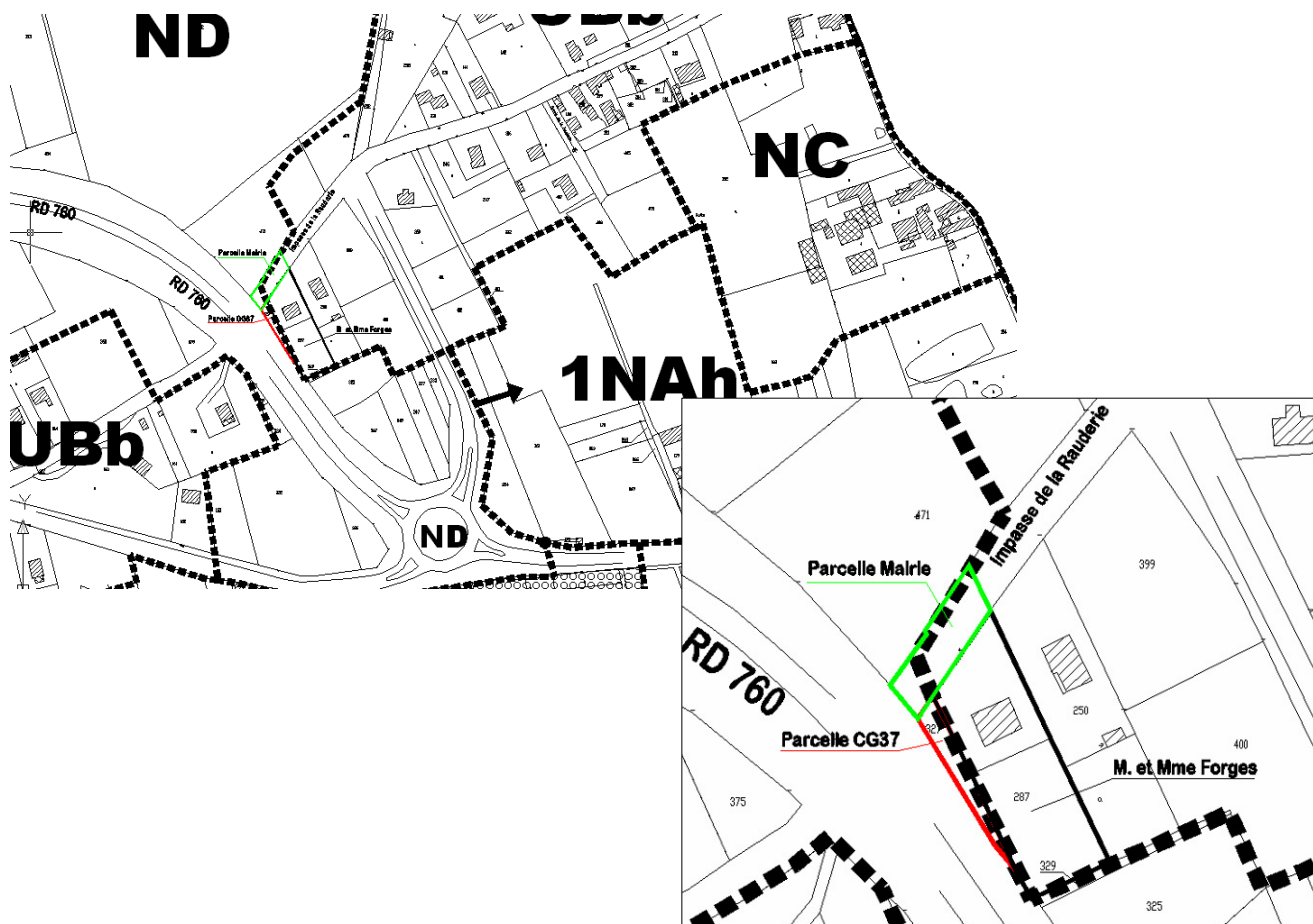
CESSION D'UNE PARCELLE APPARTENANT AU CONSEIL GENERAL A UN PARTICULIER

Mme le Maire demande le rajout de cette délibération

Mme le Maire explique au Conseil Municipal que des concitoyens, ont demandé au Conseil Général d'acquérir la parcelle cadastrée section AL n° 327. Par courrier en date du 23 septembre 2009, le Conseil Général a répondu favorablement à leur demande et attend notre avis pour entamer la procédure. Mme Le Maire expose que cela ne semble en rien léser la commune et propose de donner un avis favorable à cette cession par le Conseil Général.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité

- donne un avis favorable à la cession par le Conseil Général de la parcelle cadastrée section AL n° 327



CESSION D'UNE PARTIE DE LA VOIRIE COMMUNALE

Mme le Maire explique au Conseil Municipal que par courrier du 9 juin 2009, des concitoyens, ont demandé d'acquérir une partie de la voirie communale au droit de leur terrain cadastré section AL n° 287 et au droit de la parcelle cadastrée section AL n° 327 qu'ils envisagent d'acquérir auprès du Conseil Général. Depuis la réalisation de la déviation de Beaulieu, cette voie est en impasse et ne dessert que la propriété des demandeurs et aboutit en cul de sac sur la RD760. La superficie de la partie acquise à la commune serait d'environ 388 m²

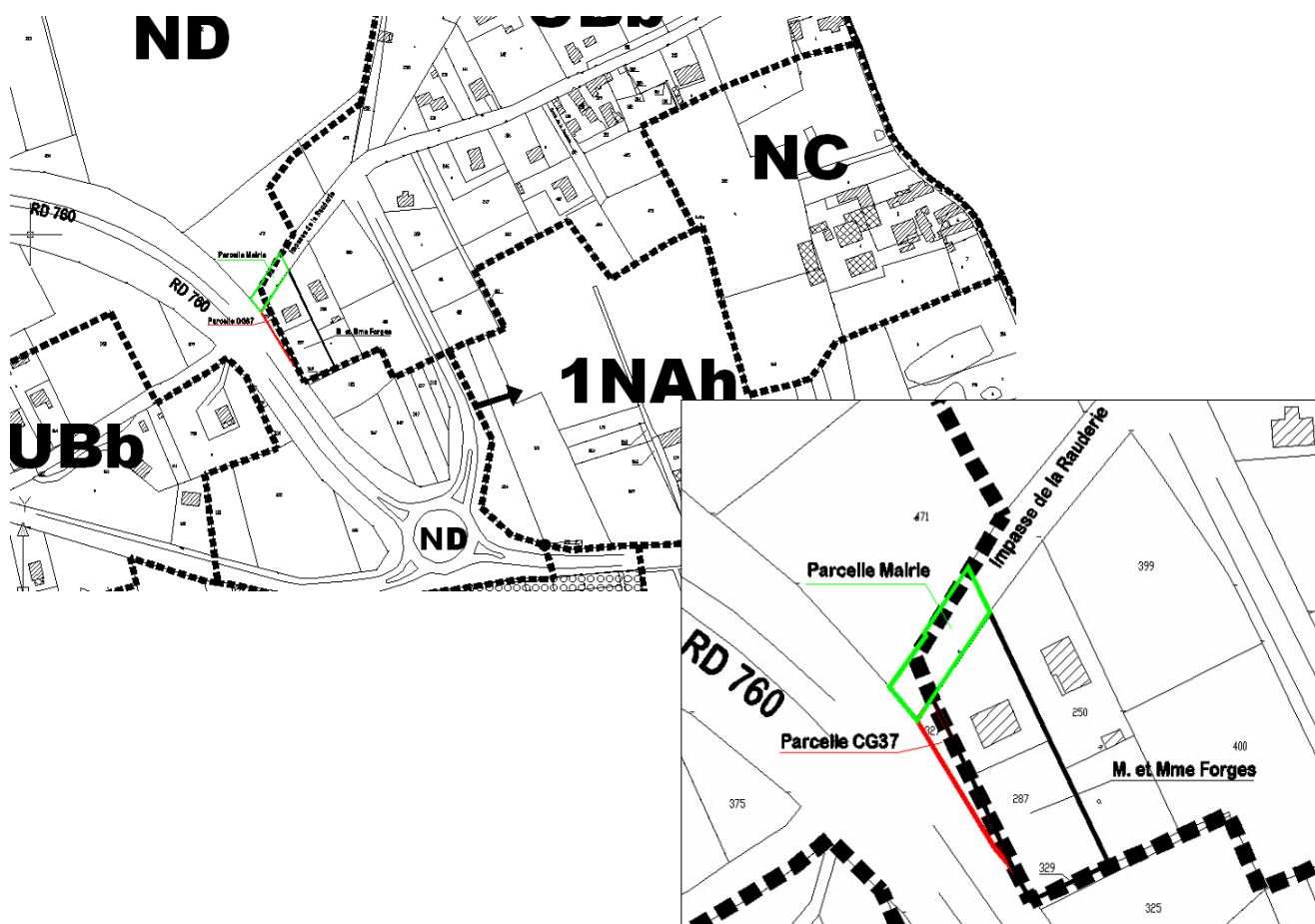
La fréquentation est quasi inexistante par les autres usagers, par contre des réseaux transitent dans cette emprise.

Mme le Maire explique que si le Conseil Municipal accepte cette cession, il conviendra de :

- Demander au Conseil Général son avis, étant donné que cette portion de voie permet l'accès à la RD 760
- Consulter les riverains qui pourraient se porter acquéreurs
- Définir, si les riverains se portent acquéreurs, que le terrain sera cédé à chacun, jusqu'au milieu de l'emprise au droit de sa propriété
- Déterminer les servitudes de passage de réseaux grevant la parcelle
- Faire borner la partie à céder
- Réaliser une enquête publique en vue du déclassement du terrain concerné
- Décider du prix de vente et de la répartition du coût du bornage et des frais de l'enquête et de notaire
- Désigner le notaire chargé de l'établissement des actes à venir
- Demander l'assistance de la DDE dans le cadre de l'ATESAT, notamment pour la mise à jour du tableau de classement des voies communales.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité

- Décide de demander au SIVOM l'emplacement des réseaux eau et assainissement
- Décide de reporter sa décision au prochain conseil.



RENOUVELLEMENT DU CONTRAT ACCOMPAGNEMENT VERS L'EMPLOI POUR LE POSTE D'ACCUEIL ET SECRETARIAT A COMPTER DU 1^{ER} DÉCEMBRE 2009

Mme le Maire rappelle au Conseil Municipal qu'il avait décidé, le 29 septembre 2008, la création d'un poste en Contrat Accompagnement vers l'Emploi (CAE) pour le secrétariat et l'accueil. Le poste a été pourvu au 1^{er} décembre 2008 pour une année et le contrat vient à expiration le 30 novembre 2009. Ce contrat CAE avait été signé sur la base de 26 h par semaine, aidé par l'Etat à hauteur de 64,6% du SMIC horaire.

Depuis le 2 février 2009 les contrats CAE signés entre l'Etat et les collectivités sont pris en charge sur la base de 35h et aidés à hauteur de 90% du SMIC horaire.

Mme le Maire indique qu'il est nécessaire de continuer à renforcer l'équipe de l'accueil téléphonique et physique et le secrétariat de la mairie, de pouvoir aider sur le service de la cantine de façon ponctuelle et de distribuer le bulletin municipal.

Mme le Maire propose de renouveler le contrat CAE du secrétariat à compter du 1^{er} décembre 2009, pour une durée hebdomadaire de 35 heures au taux horaire égal au SMIC, avec les missions suivantes :

- Accueil et orientation du public
- Accueil téléphonique
- Secrétariat
- Diverses tâches administratives
- Aide ponctuelle au service de la cantine
- Distribution du journal communal

La commission du personnel, réunie le 5 octobre 2009, a donné un avis favorable à ce renouvellement.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal à l'unanimité

- décide le renouvellement, à compter du 1^{er} décembre 2009, d'un poste d'accueil et de secrétariat, aide ponctuelle au service de la cantine et distribution du journal communal sous forme de contrat accompagnement vers l'emploi (CAE) pour une durée hebdomadaire de 35 heures au taux horaire égal au SMIC.
- autorise Mme le Maire à signer les documents nécessaires au bon aboutissement de ce dossier.
- dit que les crédits sont inscrits au budget de la collectivité.
- dit que le tableau des effectifs de la collectivité sera réajusté en fonction.

CONVENTION TYPE POUR LA LOCATION DES SALLES COMMUNALES

Lors du Conseil Municipal du 7 septembre 2009, il a été décidé d'élaborer une convention type pour l'utilisation par les associations de la salle de danse.

Il est également nécessaire de prévoir :

- Une convention type pour l'usage régulier des autres locaux communaux (salles des templiers, salles des fêtes, Eglise Saint-Laurent, Salle annexe de la Mairie,...).
- Une convention type pour l'usage ponctuel des autres locaux communaux (salles des templiers, salles des fêtes, Eglise Saint-Laurent, Salle annexe de la Mairie,...).
- Un règlement interne type pour l'utilisation desdites salles.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal à l'unanimité

- Accepte la convention type pour l'usage régulier des locaux communaux (salles des templiers, salles des fêtes, Eglise Saint-Laurent, Salle annexe de la Mairie,...).
- Accepte la convention type pour l'usage ponctuel des locaux communaux (salles des templiers, salles des fêtes, Eglise Saint-Laurent, Salle annexe de la Mairie,...).
- Accepte le règlement intérieur type pour l'utilisation desdites salles.
- Autorise Mme le Maire à adapter les règlements intérieurs des salles municipales en fonction des impératifs techniques ou de sécurité existants ou à venir.
- autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la gestion des salles communales (conventions, règlements internes).

INFORMATIONS

Quelques dates à retenir :

- Espace Info Énergie 37 : 8 et 9 octobre à Loches
- Sonates du 10 au 18 octobre
- Dernière Bellibalade le dimanche 11 octobre à 17h.
- Réunion publique ZPPAUP : 21 octobre à 20h30 au 1^{er} étage de la Salle des Templiers
- Programme du 11 Novembre 2009 :
 - 11h messe
 - 12h15 remise de médaille puis défilé
 - 13h Vin d'honneur
 - 13h45 Banquet
- Les Beaulieu de France le 14 et 15 novembre à Beaulieu-sur-Mer
- Une enquête publique concernant la révision simplifiée n° 3 et la modification n°3 du Plan d'Occupation des Sols aura lieu du 12 octobre au 12 novembre. Le commissaire enquêteur interviendra le lundi 12 octobre de 9h à 12h, le mardi 27 octobre de 9h à 12h et le jeudi 12 novembre de 14h à 17h.

Commission voirie

M. Méreau explique au Conseil Municipal que la commission de voirie et bâtiments s'est réunie le 23 septembre, l'entreprise EIFFAGE a été retenue pour effectuer les grosses réparations de voirie.

La séance est close à 22h15.

Nom	Visa
Sophie MÉTADIER	
Michelle COURNARIE	
Philippe MÉREAU	
Yves BANDEVILLE	
Georgette BARRAULT	
Raymonde VÉQUAUD	
Joël ANTIER	
Fabrice DAVOIGNEAU	
Jean-Claude DUPAS	
Frédéric DUPUIS	
Michelle GRATADE	
Monique GUÉRY	
Jérôme TARNIER	
Michèle VILLATTE	